

DÉPARTEMENT DE LA HAUTE-VIENNE
COMMUNE DE SAINT-YRIEIX-LA-PERCHE

ARRÊTÉ MUNICIPAL

Portant non-opposition avec prescriptions à une déclaration préalable
au nom de la commune de Saint-Yrieix-la-Perche

Dossier n° DP 087 187 26 M 0079

Date de dépôt : 16/07/2026
Demandeur : SNCF Gare et Connexions
Objet de la demande : réaménagements de la
gare ferroviaire
Adresse du terrain : « 1 avenue de la Gare » à
Saint-Yrieix-la-Perche (87500)
Date d'affichage de l'avis de dépôt : 16/07/2026

Le Maire de Saint-Yrieix-la-Perche,

Vu la déclaration préalable présentée le 16 juillet 2026, par SNCF Gare et Connexions, représentée par Monsieur Jérôme THOMAS, demeurant « Parvis Louis Armand » à Bordeaux (33080) ;

Vu l'objet de la déclaration :

- pour la mise en accessibilité de la gare ;
- pour le déplacement de l'accès au quai et la sécurisation du site ;
- pour la création d'un massif végétal ;
- sur un terrain situé « 1 avenue de la Gare », à Saint-Yrieix-la-Perche (87500) et cadastré section AV n° 236.

Vu le Code de l'urbanisme ;

Vu le plan local d'urbanisme approuvé en date du 17/12/2009, modifié le 24/06/2010, modifié et révisé le 04/03/2011, révisé les 14/12/2012 et 12/12/2013, modifié le 06/10/2014, modifié le 09/06/2016, révisé le 19/11/2018 ;

Vu l'arrêté municipal n°AP/2026/102 du 23/03/2026, portant délégation de fonction et de signature à Madame Catherine L'OFFICIAL, Adjointe au Maire en matière d'urbanisme ;

Vu l'arrêté préfectoral en date du 11/09/2006, modifié le 18/01/2012 créant une zone de protection du patrimoine architectural, urbain et paysager sur le territoire de la commune ;

Vu la loi relative à la liberté de la création, à l'architecture et au patrimoine (LCAP) du 7 juillet 2016 instaurant un Site Patrimonial Remarquable (SPR), lequel se substitue à la Zone de Protection du Patrimoine Architectural, Urbain et Paysager (ZPPAUP) institué par un arrêté préfectoral en date du 11 septembre 2006 ;

Vu l'avis favorable avec prescriptions de l'Unité départementale de l'architecture et du patrimoine en date du 01/09/2026 ;

Vu le rapport d'étude du Service Départemental d'Incendie et de Secours de la Haute-Vienne en date du 25/08/2026 ;

Considérant les pièces complémentaires reçues en date du 24/08/2026 ;

Considérant que le projet, en l'état, ne respecte pas les dispositions architecturales du SPR sur le territoire de la commune ;

Considérant que le projet, en l'état, ne respecte pas les dispositions architecturales du SPR mais qu'il peut y être remédié sans porter atteinte à l'économie générale du projet.

ARRÊTE :

Article 1 : Il n'est pas fait opposition à la déclaration préalable sous réserve du respect des prescriptions mentionnées à l'article 2.

Article 2 : Les prescriptions reprises dans les avis annexés au présent arrêté devront être strictement respectées.

À Saint-Yrieix, le 10/09/2026



**Pour le Maire
Et par délégation,
Catherine L'OFFICIAL,
Adjointe au Maire**

Rendu exécutoire en vertu de l'article L2131-1 du CGCT

Notifié le : 14 SEP. 2026

Contrôle de légalité :

Publication par mise en ligne sur le site saint-yrieix.fr le : 14 SEP. 2026

Nota : - La présente autorisation ne dispense pas de l'autorisation d'occupation du domaine public en cas d'installation de chantier (échafaudage, nacelle...). Celle-ci est à demander à la mairie avant le début des travaux.

CL

Information sur les déclarations d'urbanisme : en application de l'article R. 462-1 du code de l'urbanisme, à l'achèvement des travaux le bénéficiaire de l'autorisation d'urbanisme adresse au Maire de la Commune, la Déclaration Attestant Achèvement et la Conformité des Travaux (DAACT). Celle-ci prend la forme d'un document CERFA référencé 13408*12, disponible sur le site service-public.fr

La présente décision est transmise au représentant de l'État dans les conditions prévues à l'article L.2131-2 du code général des collectivités territoriales.

Le (ou les) demandeur peut contester la légalité de la décision dans les deux mois qui suivent la date de notification. A cet effet il peut saisir le tribunal administratif territorialement compétent d'un recours contentieux. Il peut également saisir d'un recours gracieux l'auteur de la décision ou d'un recours hiérarchique le Ministre chargé de l'urbanisme ou le Préfet pour les arrêtés délivrés au nom de l'Etat dans le mois suivant la réponse. Cette démarche ne prolonge pas le délai de recours contentieux qui doit être introduit dans les deux mois suivant la réponse (l'absence de réponse au terme de deux mois vaut rejet implicite).

Durée de validité de la déclaration préalable :

Conformément à l'article R.424-17 du code de l'urbanisme, et en application du décret n°2016-6 du 5 janvier 2016, l'autorisation est valable 3 ans à compter de sa notification au(x) bénéficiaire(s). L'autorisation est périmée si les travaux sont interrompus pendant un délai supérieur à une année à compter de l'ouverture du chantier. En cas de recours le délai de validité de la déclaration préalable est suspendu jusqu'au prononcé d'une décision juridictionnelle irrévocable.

Conformément aux articles R.424-21 et R.424-22, l'autorisation peut être prorogée deux fois pour une durée d'un an. La demande de prorogation est établie en deux exemplaires et adressée par pli recommandé ou déposée à la mairie deux mois au moins avant l'expiration du délai de validité.

Le (ou les) bénéficiaire de la déclaration préalable peut commencer les travaux après avoir :

- installé sur le terrain, pendant toute la durée du chantier, un panneau visible de la voie publique décrivant le projet. Le modèle de panneau, conforme aux prescriptions des articles A. 424-15 à A. 424-19, est disponible à la mairie, sur le site internet urbanisme du gouvernement, ainsi que dans la plupart des magasins de matériaux).

Attention : l'autorisation n'est définitive qu'en l'absence de recours ou de retrait :

- dans le délai de deux mois à compter de son affichage sur le terrain, sa légalité peut être contestée par un tiers. Dans ce cas, l'auteur du recours est tenu d'en informer le (ou les) bénéficiaires du permis au plus tard quinze jours après le dépôt du recours.

L'autorisation est délivrée sous réserve du droit des tiers : Elle a pour objet de vérifier la conformité du projet aux règles et servitudes d'urbanisme. Elle n'a pas pour objet de vérifier que le projet respecte les autres réglementations et les règles de droit privé. Toute personne s'estimant lésée par la méconnaissance du droit de propriété ou d'autres dispositions de droit privé peut donc faire valoir ses droits en saisissant les tribunaux civils, même si l'autorisation respecte les règles d'urbanisme.

Les obligations du (ou des) bénéficiaire de l'autorisation

Il doit souscrire l'assurance dommages-ouvrages prévue par l'article L.242-1 du code des assurances.

Limoges, le 25 août 2026

PÔLE OPÉRATIONNEL

Groupeement PRÉVENTION / PRÉVISION

N° 125 /AS/NL
Affaire suivie par :
Cdt Aurélien SABOURDY

RAPPORT D'ETUDE

OBJET : TRAVAUX DE MISE EN ACCESSIBILITE DE LA GARE SNCF

- 1, Avenue de la Gare
- 87500 SAINT-YRIEIX-LA-PERCHE

Projet présenté par : SNCF GARES ET CONNEXIONS

- 4, Place Maison Dieu
- 87000 LIMOGES


10 SEP. 2026
Pour le Maire
et par délégation,
Le Maire Adjoint,
Catherine BOURLON

REFER : AT n°87 187 26 M 0009 - en date du 05/08/2026 - votre courrier du 10/08/2026
DP n°87 187 26 M 0079 - en date du 21/07/2026 - votre courrier du 21/07/2026

REGLEMENTATION APPLICABLE :

- Code de la Construction et de l'Habitation : articles L.122-3 ; R.122-7 ; R.122-8 ; R.122-20.
- Code de la Construction et de l'Habitation : articles R.143.1 à R.143.47.
- Décret N°95-260 du 8 mars 1995 modifié relatif à la commission Consultative Départementale de Sécurité et d'Accessibilité.
- Arrêté ministériel du 25 juin 1980 modifié portant approbation des dispositions générales du règlement de sécurité contre les risques d'incendie et de panique dans les E.R.P. et instructions techniques annexées.
- Arrêté ministériel du 24 décembre 2007 modifié portant approbation de diverses dispositions complétant et modifiant le règlement de sécurité contre les risques d'incendie et de panique dans les E.R.P. de type GA.

CLASSEMENT DE L'ETABLISSEMENT : Type : GA - 5^{ème} Catégorie

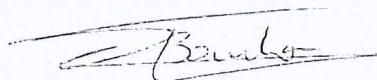
NATURE DES TRAVAUX RÉALISÉS : Travaux de mise en accessibilité de la Gare de Saint-Yrieix-la-Perche.

AVIS TECHNIQUE :

Le projet doit respecter les dispositions de la notice de sécurité jointe au dossier et n'appelle aucune observation de ma part.

Pour Le Directeur Départemental
des Services d'Incendie et de Secours,
Le Chef du Groupeement PRÉVENTION / PRÉVISION,

 Capitaine Séverine BOURLON



Commandant Aurélien SABOURDY

DESTINATAIRE :

Mairie de SAINT-YRIEIX-LA-PERCHE



**MINISTÈRE
DE LA CULTURE**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

**DIRECTION REGIONALE DES AFFAIRES CULTURELLES
NOUVELLE AQUITAINE**

**Unité départementale de l'Architecture et du Patrimoine
de la Haute-Vienne**

10 SEP. 2026



Dossier suivi par : DUPUY Pascale

Objet : Plat'AU - DECLARATION PREALABLE DE CONSTRUCTION

Numéro : DP 087187 26 M0079 U8702

Adresse du projet : 1 avenue de la Gare 87500 SAINT YRIEIX

Déposé en mairie le : 16/07/2026

Reçu au service le : 24/08/2026

Nature des travaux:

Demandeur :

SNCF GARES & CONNEXIONS SNCF
GARES & CONNEXIONS - DRG Nouvelle-
Aquitaine représenté(e) par Monsieur
THOMAS Jérôme
33080 Bordeaux

L'immeuble concerné par ce projet est situé dans le périmètre d'un site patrimonial remarquable. Les articles L.632-1 et L.632-2 du Code du patrimoine sont applicables.

Ce projet, en l'état, n'est pas conforme aux règles applicables dans ce site patrimonial remarquable ou porte atteinte à sa conservation ou à sa mise en valeur. Il peut cependant y être remédié. **L'Architecte des Bâtiments de France donne par conséquent son accord assorti de prescriptions.** Par ailleurs, ce projet peut appeler des recommandations ou des observations.

Prescriptions motivées (1), recommandations ou observations éventuelles (2) :

(1) Le projet est situé à l'intérieur de la zone de protection du patrimoine architectural urbain et paysager (ZPPAUP) créée par arrêté préfectoral en date du 11 septembre 2006 et modifiée en date du 18 janvier 2012 et devenue site patrimonial remarquable (SPR) depuis le 7 juillet 2016.

Afin d'assurer l'intégration du projet avec l'architecture de l'immeuble et d'assurer la préservation des caractéristiques architecturales locales au sein du site patrimonial remarquable :

- S'agissant d'un bâtiment public, pour des raisons de sécurité, la clôture doit être rigide. Afin de masquer son côté industriel, des végétaux d'essences locales doivent être plantés à l'arrière de la clôture

(2) L'option de création d'une rampe d'accès supplémentaire sur la partie droite de la façade principale ne doit pas être mis en œuvre

Fait à Limoges

Signé électroniquement par
Elisabeth PEROT
Le 01/09/2026 à 16:26

Architecte des Bâtiments de France
Madame Elisabeth PEROT

Cet avis ne constitue pas une décision définitive sur le dossier. Cette décision sera prise par l'autorité compétente chargée de délivrer les autorisations de travaux. Par conséquent, le demandeur ne peut pas débiter les travaux à la réception de cet avis.

En cas de désaccord avec l'architecte des Bâtiments de France, l'autorité compétente peut saisir, dans un délai de sept jours à compter de la réception du présent acte, le préfet de département par lettre recommandée avec accusé de réception. Dans le cas où la décision d'urbanisme est prise au nom de l'État en application du b) de l'article L.422-1 ou de l'article L.422-2 du code de l'urbanisme, le préfet de région est compétent (Direction régionale des Affaires culturelles (DRAC) de Nouvelle Aquitaine - 54 rue Magendie, CS 41229 - 33074 Bordeaux) et doit être saisi dans les mêmes conditions.

Le contrôle de la conformité des travaux sera réalisé en collaboration avec l'Architecte des Bâtiments de France en application des articles L.462-2 et R.462-7 du Code de l'urbanisme.

ANNEXE :

- **SPR de Saint-Yrieix-la-Perche.**